

Brochure n° 3348 | Convention collective nationale

IDCC : 2666 | **ACTEURS DU DÉVELOPPEMENT ET DE L'INGÉNIERIE  
TERRITORIALE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL (ADITIG)**

**Accord de substitution partielle n° 3 du 21 novembre 2023**  
à l'accord du 24 mai 2007  
relatif aux cotisations de prévoyance

NOR : ASET2450074M

IDCC : 2666

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**FNCAUE,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**SYNATPAU CFDT ;**

**FG FO construction,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Préambule**

Les partenaires sociaux de la branche réunis au sein de la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation ont souhaité prendre les mesures nécessaires à la préservation de l'équilibre du régime de prévoyance mis en place dans la branche ADITIG par accord du 24 mai 2007.

Ils ont donc revu les cotisations de prévoyance et plus particulièrement les cotisations correspondant à la garantie « maintien de salaire », à effet du 1<sup>er</sup> juillet 2023.

Enfin, ils ont modifié les conditions de revalorisation des prestations et procédé à la mise en conformité de la définition des catégories de personnel visées par les régimes.

En conséquence, il a été conclu le présent accord qui modifie les dispositions de l'accord collectif de branche du 24 mai 2007.

**Article 1<sup>er</sup> | Entreprises de moins de 50 salariés**

Les partenaires sociaux rappellent que le présent accord ayant vocation à définir les cotisations de prévoyance applicables dans le cadre du régime collectif à adhésion obligatoire de la branche, il doit s'appliquer à l'ensemble des salariés relevant de la convention collective, celui-ci

ne prévoit aucune disposition spécifique en application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail concernant les entreprises de moins de 50 salariés.

## Article 2 | *Modification des taux de cotisation*

Les dispositions de l'article 12.2, paragraphe A du titre VIII de la convention, relatives aux cotisations du régime pour les garanties décès/incapacité/incapacité sont remplacées comme suit :

« Taux en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 2023

	Ensemble du personnel		Part employeur		Part salarié	
	T1	T2	T1	T2	T1	T2
Décès	0,93 %	0,95 %	0,60 %	0,62 %	0,33 %	0,33 %
Décès accidentel	0,16 %	0,16 %	0,10 %	0,10 %	0,06 %	0,06 %
Rente éducation	0,25 %	0,25 %	0,16 %	0,16 %	0,09 %	0,09 %
Rente de conjoint	0,46 %	0,92 %	0,30 %	0,60 %	0,16 %	0,32 %
Incapacité	0,25 %	0,65 %	-	-	0,25 %	0,65 %
Incapacité	0,50 %	1,10 %	0,33 %	0,72 %	0,17 %	0,38 %
Mensualisation	1,10 %	1,12 %	1,10 %	1,12 %	-	-
Total	3,65 %	5,15 %	2,59 %	3,32 %	1,06 %	1,83 %

La mention des tranches « TA et TB » sont remplacées dans l'ensemble de l'accord par la mention des tranches « T1 et T2 » définies comme suit :

- la tranche 1 correspond à la tranche de salaire n'excédant pas le plafond annuel de la sécurité sociale ;
- la tranche 2 correspond à la tranche de salaire comprise entre 1 fois et 4 fois le plafond annuel de la sécurité sociale.

La répartition des cotisations entre l'employeur et le salarié pour la garantie prévoyance du personnel cadre et non cadre est de 65 % à la charge de l'employeur et de 35 % à la charge du salarié (sauf la garantie mensualisation à la charge du seul employeur).

En tout état de cause, les entreprises devront s'assurer que pour les cadres, elles acquittent bien une cotisation au moins égale à 1,50 % de T1, consacrée majoritairement aux garanties décès. »

## Article 3 | *Bénéficiaires des régimes de prévoyance et frais de santé*

Le titre VIII, article 8.2, article 2 de la convention collective est modifié comme suit :

« Le bénéfice des garanties décès, incapacité temporaire de travail, invalidité et frais de santé est ouvert au profit des salariés cadres et non cadres des entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des conseils d'architecture d'urbanisme et de l'environnement :

- les cadres s'entendent aux termes du présent régime comme le personnel répondant aux définitions des articles 2.1 et 2.2 de l'ANI du 17 novembre 2017 ;
- les non-cadres s'entendent, aux termes du présent régime comme le personnel ne répondant pas aux définitions des articles 2.1 et 2.2 de l'ANI du 17 novembre 2017. »

#### **Article 4 | Modification de l'indice de revalorisation**

L'article 4 du titre VIII de la convention collective portant sur la revalorisation des prestations est modifié comme suit :

« Pour les sinistres survenant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, les prestations périodiques sont revalorisées annuellement sur la base d'un indice de revalorisation déterminé dans le contrat collectif d'assurance souscrit par l'employeur.

En cas de changement d'organisme assureur et conformément à l'article L 912.3 du code de la sécurité sociale, l'employeur doit organiser la poursuite de la revalorisation, tant pour les prestations périodiques prévues en cas d'arrêt de travail, d'invalidité ou de décès, que pour la revalorisation des bases de calcul des prestations relatives à la couverture du risque décès maintenu aux bénéficiaires de rentes d'incapacité de travail ou d'invalidité.

L'indice applicable est *a minima* celui prévu au 1<sup>er</sup> alinéa et doit être prévu par le contrat résilié. La prise en charge de la revalorisation future contractuellement organisée avec l'organisme assureur prenant, respecte les droits à revalorisation que les assurés tiennent de l'application combinée des articles 7 de la loi du 31 décembre 1989 et L. 912-3 du code de la sécurité sociale. »

#### **Article 5 | Durée de l'accord. Révision. Dénonciation. Entrée en vigueur**

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée et entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024, à l'exception de l'article deux qui a pris effet au 1<sup>er</sup> juillet 2023.

Il pourra être modifié ou dénoncé conformément aux dispositions des articles L. 2261-7 à L. 2261-12 du code du travail.

#### **Article 6 | Dépôt et demande d'extension**

Le présent avenant sera, conformément aux dispositions du code du travail, notifié aux organisations syndicales représentatives et, au terme d'un délai de 15 jours à compter de cette notification et à défaut d'opposition, il sera procédé dans les meilleurs délais aux formalités légales en vue du dépôt puis de l'extension du présent avenant.

*Fait à Paris, le 21 novembre 2023.*

(Suivent les signatures.)